



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.5/51/L.5
30 octobre 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante et unième session
CINQUIÈME COMMISSION
Point 134 de l'ordre du jour

LE FINANCEMENT DE LA MISSION DES NATIONS UNIES EN HAÏTI

Projet de résolution présenté par le Président à l'issue de
consultations officielles

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le financement de la Mission des Nations Unies en Haïti¹ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²,

Rappelant la résolution 1048 (1996) du Conseil de sécurité, en date du 29 février 1996, dans laquelle le Conseil a prorogé le mandat de la Mission pour une dernière période de quatre mois, soit jusqu'au 30 juin 1996, ainsi que toutes les résolutions antérieures que le Conseil a adoptées au sujet de la Mission,

Rappelant également sa décision 48/477 du 23 décembre 1993, relative au financement de la Mission, et les résolutions et décisions qu'elle a adoptées par la suite à ce sujet, la plus récente étant la résolution 50/90 B du 7 juin 1996,

Réaffirmant que les dépenses relatives à la Mission sont des dépenses de l'Organisation qui doivent être supportées par les États Membres conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies,

Rappelant en outre ses décisions antérieures concernant la nécessité d'appliquer, pour couvrir les dépenses occasionnées par la Mission, une méthode différente de celle qui est utilisée pour financer les dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies,

¹ A/50/363/Add.3 et Add.4.

² A/51/444.

Tenant compte du fait que les pays économiquement développés sont en mesure de verser des contributions relativement plus importantes et que les pays économiquement peu développés ont une capacité relativement limitée de participer au financement d'une opération de cette nature,

Ayant à l'esprit les responsabilités spéciales qui incombent aux États membres permanents du Conseil de sécurité pour ce qui est du financement des opérations de cette nature, comme elle l'a indiqué dans sa résolution 1874 (S-IV) du 27 juin 1963,

Notant avec satisfaction que certains gouvernements ont versé des contributions volontaires pour la Mission,

Consciente qu'il est indispensable de doter la Mission des ressources financières nécessaires pour lui permettre de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité,

1. Prend note de l'état des contributions à la Mission des Nations Unies en Haïti au 29 octobre 1996, notamment du fait que le montant des contributions non acquittées s'élevait à 19,9 millions de dollars des États-Unis, soit 6 % du montant total des contributions mises en recouvrement depuis la création de la Mission jusqu'à la période terminée le 30 juin 1996, constate qu'environ 23 % des États Membres ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts et prie instamment tous les autres États Membres intéressés, en particulier ceux qui ont accumulé des arriérés, de verser les sommes dont ils demeurent redevables;

2. Se déclare préoccupée par la situation financière des opérations de maintien de la paix, eu égard en particulier au remboursement des sommes dues aux pays qui fournissent des contingents et qui doivent supporter une charge en raison des arriérés dont sont redevables certains États Membres;

3. Remercie les États Membres qui ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts;

4. Prie instamment tous les autres États Membres de faire tout leur possible pour verser ponctuellement l'intégralité de leurs quotes-parts au titre de la Mission;

5. Souscrit aux observations et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport²;

6. Partage les préoccupations exprimées par le Comité consultatif au paragraphe 9 de son rapport² et prie le Secrétaire général de lui présenter des explications détaillées sur les circonstances qui ont conduit au dépassement de 6,7 millions de dollars par rapport aux prévisions initiales;

7. Prie le Secrétaire général de prendre toutes les mesures voulues pour que la Mission soit administrée avec le maximum d'efficacité et d'économie;

8. Décide de ramener à un montant brut de 1 197 100 dollars (soit un montant net de 1 185 800 dollars), comprenant le montant de 377 400 dollars destiné au Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix) le crédit d'un

montant brut de 15 897 900 dollars (soit un montant net de 15 440 300 dollars), comprenant le montant de 377 400 dollars destiné au Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, ouvert aux fins de la liquidation de la Mission pour la période commencée le 1er juillet 1996 et réparti entre les États Membres conformément à la résolution 50/90 B de l'Assemblée générale;

9. Décide également que, dans le cas des États Membres qui se sont acquittés de leurs obligations financières au titre de la Mission, il sera déduit des charges à répartir conformément au paragraphe 8 ci-dessus leurs parts respectives du montant brut de 1 197 100 dollars (soit un montant net de 1 185 800 dollars) à prélever sur le solde inutilisé d'un montant brut de 17 390 100 dollars (soit un montant net de 16 715 100 dollars) se rapportant à la période allant du 1er août 1995 au 29 février 1996;

10. Décide en outre que dans le cas des États Membres qui ne se sont pas acquittés de leurs obligations financières au titre de la Mission, leur part du montant brut de 1 197 100 dollars (soit un montant net de 1 185 800 dollars) à prélever sur le solde inutilisé d'un montant brut de 17 390 100 dollars (soit un montant net de 16 715 100 dollars) se rapportant à la période allant du 1er août 1995 au 29 février 1996 sera déduite des sommes dont ils demeurent redevables;

11. Décide que le reliquat du solde inutilisé, soit un montant brut de 16 193 000 dollars (soit un montant net de 15 529 300 dollars) se rapportant à la période allant du 1er août 1995 au 29 février 1996 sera porté au crédit des États Membres;

12. Décide également de garder à l'étude, à sa cinquante et unième session, le point de l'ordre du jour intitulé "Financement de la Mission des Nations Unies en Haïti".
